

Bonjour,

Vous m'avez demandé d'intervenir aujourd'hui en quelques minutes sur les 6 premiers mois de Joe Biden et les enseignements qu'on peut en tirer pour la gauche française, vu des Etats-Unis, en tant que Française de l'étranger depuis 17 ans (et depuis 2017 aux Etats-Unis), je suis élue en Floride après avoir été élue en Chine. Ce soir, je m'adresse à vous à titre strictement personnel.

Aujourd'hui le narratif démocrate pourrait se résumer à « retrouver l'âme de la nation sans repli sur soi ». Une forme de social-démocratie d'un nouveau type qui pourrait aussi concerner la France et nous faire remporter la présidentielle de 2022.

Revenons rapidement sur la plateforme programmatique sociale des démocrates, retour sur image des élections et les négociations au sein du Parti qui ont été déterminantes pour remporter l'élection présidentielle.

Le parti démocrate est un parti de coalition, Joe Biden, social-démocrate, en est l'épicentre aujourd'hui. Pendant la campagne le candidat Biden a su naviguer entre les divers courants de son parti, avec une ouverture aux enjeux sociétaux chers à son aile gauche.

A l'image d'un contrat de gouvernement, des groupes de travail ont planché sur différents projets pour trouver la ligne du rassemblement.

A contrario, Depuis Ronald Reagan, le Parti républicain est rassemblé autour d'une certaine idée du conservatisme prônant un héros ou parfois un anti-héros idéologique.

Les leçons de l'élection, la bascule des classes populaires a été l'enjeu global des élections américaines et il s'agissait avant tout pour les candidats de redonner aux gens de la dignité ou de la fierté en cette période sanitaire et économique si rude (600 000 morts), de ne pas culpabiliser les travailleurs du secteur automobile par exemple tout en donnant des gages sur le climat.

Qui qu'on en pense, cette élection a moins porté sur les différences exacerbées d'origine ethnique, de genre, d'orientation sexuelle que de perception du statut social, du coût de la vie et du rapport de chacun au reste du monde.

Le sort des classes modestes reste au cœur du projet démocrate. Le président a réalisé des bons scores chez les modérés et les conservateurs et auprès des catégories plus proches de D.Trump (ex : les familles de vétérans).

Voilà pour le constat.

Le programme de Joe Biden a tiré les leçons de la défaite d'Hillary Clinton en 2016,: le fort essor des inégalités, les conséquences du recul de l'emploi industriel dans certaines régions.

Il faut dit-il : « respecter la dignité du travail et donner la parole aux travailleurs ». Il cite souvent son propre père en exemple : « il s'agit de pouvoir regarder votre enfant dans les yeux et lui dire que tout ira bien ».

Depuis 6 mois mise en œuvre du programme rapide avant les midterms, Joe Biden a proposé une série de réformes structurelles et s'inscrit dans la tradition progressiste américaine, avec les priorités suivantes – sous l'influence de son aile gauche et des syndicats:

- *L'affermissement des pouvoirs des syndicats et de la négociation collective:*

Joe Biden a proclamé: « *I am a union man, period* » - « je suis l'homme des syndicats, un point c'est tout ». C'est vrai qu'il travaille depuis 40 ans avec les syndicats européens.

Biden a compris que si l'on veut bâtir une démocratie vivante, il faut associer les citoyens à la décision politique, se mettre à l'écoute des acteurs locaux et des mouvements associatifs et syndicaux.

Pour les Démocrates le syndicalisme contribue à structurer la classe moyenne qui incarnait le Rêve américain.

Les deux géants syndicaux que sont AFL CIO et SEIU ont été très engagés dans la campagne de Joe Biden, ils ont participé à l'élaboration du programme, mobilisé leurs finances (entre 2016 et 2020, les syndicats auraient dépensé 2 milliards de dollars selon l'agence gouvernementale NLRB). C'est dire que le modèle syndical américain est bien différent du modèle français.

1/ *LE droits des salariés*, pour équilibrer les relations au sein du marché du travail, : hausse progressive du salaire minimum fédéral à 15 dollars de l'heure (contre 7,25 dollars aujourd'hui), requalification des travailleurs indépendants de la « *gig economy* » en salariés. Sur ce point hélas, la cour suprême a renoncé la semaine dernière à statuer sur le litige opposant les Etats sur la fiscalité des télétravailleurs.

2/ *Créer des emplois avec un large programme d'infrastructures*

Le Président Biden a annoncé un plan très important (2220 Mds USD sur 8 ans soit près de 10% du PIB) de relance et d'investissement dans l'économie américaine (American Jobs Plan). en voici les grandes lignes: investissement dans les infrastructures, améliorer la santé des enfants en remplaçant tous les tuyaux en plomb, développement de la connectivité Internet à haut débit - en particulier pour les 35% des Américains ruraux toujours sans accès à Internet; construction d'un réseau électrique moderne, résilient et entièrement propre, invulnérable aux cyberattaques et aux pannes catastrophiques.

pour financer le plan infrastructure, une hausse d'impôt sur les sociétés de 21 % et 28 % ainsi que la suppression de la quasi-totalité des crédits d'impôts accordés au secteur des énergies fossiles (générant 2300 Mds de USD/an sur 15 ans).

3/ *Le renforcement des protections sociales: child care, crédit d'impôt* aux ménages sur le financement des crèches, effort sur la scolarisation des enfants avant 5 ans, etc.

Le plan infrastructure est donc complété par un autre plan inédit de 1800 Mds USD sur 10 ans (American Families Plan) consacré aux politiques sociales (petite enfance, santé, éducation).

A propos des écoles, je partage UNE ENORME inquiétude. Aux Etats-Unis les écoles sont fermées depuis mi mars 2020 et le NYT estime qu'un million d'enfants ne sauront pas lire ou écrire, décrocheront et vivront moins longtemps, 1/8 enfant vit dans un foyer avec un parent dépendant aux opioïdes. Une situation explosive. 2 millions de femmes ont renoncé à leur emploi pour s'occuper des enfants.

Ces mesures, si elles sont votées, seraient financées par une réforme de la fiscalité renforçant la progressivité de l'impôt et rapprochant les politiques sociales américaines des autres grands pays développés. Succès incertain car consensus politique fragile ce qui oblige les démocrates à une solution de repli.

4/ La santé

Avant la crise, le système de santé américain laissait 29 millions d'Américains sans couverture maladie. Plus de 5 millions de personnes ont perdu leur assurance maladie pendant la crise malgré Medicaid et Medicare. L'un des débats majeurs de la primaire démocrate a été la réforme du système de santé, avec des positions éloignées au sein des démocrates.

Grâce à Sanders, l'idée d'une couverture santé universelle, *medicare for all*, a gagné en popularité. Sujet encore tabou il y a quelques années.

J. Biden pousse pour une option d'assurance publique (assurance optionnelle disponible pour tous les américains, sans objectif de profit)

5/ *La fiscalité* : le programme prévoyait une hausse des impôts sur les Américains les plus fortunés (revenus annuel supérieurs à 400 000 dollars), la remise en cause de certaines dépenses fiscales et avantages qui profitent aux plus aisés (sur la taxation de l'héritage, par exemple). Sur les entreprises, il prévoit une hausse du taux de l'impôt sur les sociétés de 21% à 28%, mais sans pour autant revenir au niveau antérieur à la réforme fiscale de 2017 (35%). Biden dénonce un système qui profite injustement aux entreprises et aux ultra-riches et a appelé à des changements qui obligent tous les Américains à « payer leur juste part ».

Autre sujet qui nous touche : pour les entreprises multinationales américaines, l'augmentation de l'impôt minimum sur les bénéfices mondiaux de 10,5 % à 21 %. Pour l'ensemble des entreprises multinationales, l'administration propose une réforme de la taxe visant à lutter contre l'érosion des bases fiscales et les pratiques d'inversion.

A l'issue du G7 des 4-5 juin, Janet Yellen la secrétaire au Trésor a présenté l'accord sur la création d'un impôt min mondial sur les sociétés comme une avancée sans précédent. Les grandes entreprises du numérique seraient concernées par ce futur impôt mais ne doivent pas être uniquement ciblées. L'opposition républicaine a jugé l'accord prématuré. La position du congrès sera déterminante notamment si il s'agit de réviser un traité international¹. On marche sur des œufs, les parlementaires restent vigilants quant aux intérêts des entreprises US.

6/ *La question du climat* irrigue tout le programme : retour dans l'Accord de Paris, mécanisme d'ajustement carbone aux frontières à l'étude, aucun nouveau permis de fracturation hydraulique (*fracking*) sur les terres fédérales, renforcement de la régulation environnementale. Cette révolution des énergies a pour objectif de créer des emplois qualifiés et bien rémunérés. C'est aussi une stratégie de diplomatie climatique.

¹ Le CP du G7 a communiqué sur un taux d'imposition min à 15%, il faudra voir comment se comporte le G20 et notamment l'Irlande, la Hongrie et Chypre qui résistent en Europe. C'est un beau 1er jalon d'avoir un taux min mondial porté par les US qui sont en train de discrètement modifier l'assiette pour faire rentrer les 500 plus grosses multinationales et non plus uniquement leurs GAFAs comme le voulait Bercy.

Voyons ce sur quoi se mettra d'accord le congrès américain en juillet tant sur le taux d'IS que sur le taux min. Une fois de plus dommage que la France et l'UE ne soient pas leaders sur ce sujet alors que Pascal Saint Amans de l'OCDE que nous avons auditionné ensemble Cécilia en 2016 a l'AFE est le père du BEPS (profit shifting, le vrai point d'accroche des négos entre la France et les US dans le cadre de l'OCDE).

La rumeur à Washington dit qu'on finira à un taux min à 18% et un taux d'IS à 24% après procédure de réconciliation. Macron décidément à contre-courant.

Une pensée pour les victimes de l'effondrement d'un immeuble à Miami, dans ma circonscription : le WP lie cet événement à la montée du niveau de la mer et la canicule fait des ravages dans l'Oregon et l'Ouest des US.

Dans d'autres domaines, les objectifs sont à tout le moins beaucoup plus discrets : - *La régulation du secteur numérique, Wall Street et la régulation de la finance.*

Que retenir de tout cela ?

- L'idée fait son chemin que l'Etat fédéral doit être le moteur pour accompagner ou susciter les mutations du pays et préparer l'avenir face au court-termisme du marché, de l'antitrust et le rôle des syndicats pour équilibrer le fonctionnement de l'économie.

La question chinoise mobilise de plus en plus les américains tous bords confondus. conduit à dépasser certaines oppositions traditionnelles, notamment sur le rôle de l'Etat fédéral. Elle encourage des convergences bipartisanes nouvelles sur la volonté de reconstruire un Etat stratège, doté des moyens de programmation sur le long terme.

2 millions d'emplois manufacturés partis.

- C'est aussi le retour du « big government » au travers des nombreuses propositions du président qui, mises bout à bout, devraient coûter près de 6000 milliards de dollars. Le financement des plans se fera par déficit et augmentation des impôts. L'option de la hausse de la taxe sur les carburants ne semble pas être soutenue par l'administration Biden, qui défend l'idée de ne pas augmenter la fiscalité des classes moyennes.

Partie internationale

Le rapport de chacun à la mondialisation pose question dans cette nouvelle ère. Les Etats-Unis vont continuer de remettre en question les excès de la mondialisation et les avantages qu'ils en tirent encore. Alors que le libre-échange avait grandement profité aux Américains depuis la fin de la seconde guerre mondiale, ce sera moins une priorité. Sans indépendance, notamment industrielle, il n'y a pas de véritable démocratie et cette idée se répand dans le camp démocrate.

La politique étrangère de Biden devrait intégrer les intérêts de la classe moyenne, pas uniquement ceux des capitaines d'industrie .

L'agenda international du président est marqué par la prudence et la volonté de conservation de la puissance américaine dans les grands chantiers internationaux.

Le Président Biden et son groupe de conseillers chevronnés en politique étrangère entreprennent des engagements importants - tels que le retrait des forces américaines d'Afghanistan, la fixation d'un objectif ambitieux de réduction de la pollution par le carbone des États-Unis et la reprise des négociations nucléaires avec l'Iran.

Le Président Biden a reconnu le génocide arménien, les administrations précédentes ne s'y sont pas risquées par peur d'une dégradation des relations avec la Turquie. La nouvelle administration a condamné l'agression russe à la frontière ukrainienne, mais n'a tracé publiquement aucune ligne rouge. Bien que l'administration Biden ait fait de l'aggravation de la catastrophe humanitaire au Yémen une priorité peu de choses ont changé.

Enfin, le nouveau président indique qu'il se sent moins enclin que ses prédécesseurs à montrer sa proximité avec Israël. Les démocrates sont devenus plus sceptiques à l'égard de l'État juif ces dernières années, tandis que les dirigeants israéliens se sont alignés plus étroitement sur le GOP - un changement dans la relation de 73 ans entre les deux pays.

Joe Biden souhaite un retour affirmé des Etats-Unis en tant que principale force motrice dans les principales enceintes multilatérales. Il faut signaler en particulier la réintégration des Etats-Unis au sein de l'Accord de Paris et la désignation de John Kerry comme négociateur en chef sur le front climatique et un réengagement au sein de l'OMC sur le plan commercial.

Dans le triangle UE-US- Chine, il existe un risque pour l'UE d'être à nouveau prise en étau dans l'affrontement technologique et géostratégique entre les autres deux puissances commerciales. Le Président Biden a clairement affirmé la volonté de faire des Etats-Unis le vainqueur de la compétition du 21ème siècle et du futur, face à la Chine, mais également face aux autres nations (dont l'UE).

Je rappelle par exemple que les US sont toujours fermées, travel ban pour raisons non économiques.

Pour conclure :

Blum disait qu'on devra tenir compte que toute démocratie sociale en France a pour fondement indispensable une structure internationale suffisamment solide. Il ne s'agit pas davantage aujourd'hui qu'hier d'un idéal internationaliste abstrait mais d'un réalisme lucide. Tous les grands enjeux se posent de façon mondialisée.

En même temps, et c'est ce que fait Biden il est urgent d'assumer une stratégie pour redonner aux Etats une certaine marge de manœuvre pour reprendre la main sur le cours de la mondialisation. La crise du Covid 19 l'a douloureusement montré, la dépendance à l'égard de la Chine en matière de matériel sanitaire et pharmaceutique mais aussi des échanges commerciaux extravagants et une circulation de populations frénétiques.